

SYNTHESE DE L'HISTOIRE DU TOGO

par Michel Adovi Goeh-Akue
UB-Lomé

Le territoire du Togo est né suite au traité de protectorat « schutzgebiet » signé le 5 juillet 1884 sur la plage de Baguida entre l'explorateur allemand Gustav Nachtigal et le représentant de l'autorité religieuse de Togo (Togoville), un des hauts lieux de la théocratie des Bè-Togo. Ce dignitaire religieux désigné dans le document sous le nom de « roi Mlapa » fut représenté par un certain Plakoo, entouré pour la circonstance des chefs des communautés Bè (Bè, Amoutivé, Baguida et bien sûr Togo).

Cet acte fait écho à une double inquiétude. D'une part celle des commerçants allemands et français installés à Aneho (Petit-Popo), depuis 1872, préoccupés à juste titre par la volonté manifeste de l'administrateur de la Colonie britannique, Sir Rowe de s'étendre vers l'est pour mettre fin à la contrebande d'alcool et d'autres produits contrôlés par les autochtones de Kéta, d'Adafianu et de Dénu. En effet, cette activité commerciale portait préjudice aux finances de la Gold Coast, né à la suite de la victoire définitive des Britanniques sur les Ashanti à partir de 1874. D'autre part, celle de certaines communautés locales notamment les dynasties Akagban (Lawson) et Adjigo (Quam Dessou). Les cabécères liées à l'un ou à l'autre clan se disputaient la suprématie de régenter le commerce et jouaient sur la rivalité des puissances coloniales en faisant appel à la protection de l'une contre l'autre. Déjà en 1881, sous l'instigation des maisons marseillaises, Régis et Fabre, installée localement, certains chefs et notables de la côte (Porto Seguro, Petit popo et Agoué) demandèrent la protection de la France pour se prémunir contre les vellétés britanniques. A Petit popo (Aného), cet appel fut signé par le clan Adjigo. En représaille, leurs rivaux, les Lawson firent appel aux Anglais. C'est dans cette situation que la Mōwe¹, à bord de laquelle se trouvait G. Nachtigal, mouilla sur la côte togolaise à l'appel des commerçants allemands et signa avec les chefs et notables de Bè-Togo le traité qui donna naissance au territoire.

Ce document sera exploité habilement dans les chancelleries européennes pour justifier le protectorat allemand sur cette portion de la côte de l'Afrique occidentale désormais baptisée "**Togo**". Elle couvrait Lomé et ses alentours jusqu'à Agoenyevé et Baguida ainsi que les rives nord du lac Togo.

Par une série d'explorations, d'intimidations, de conquêtes et de traités, dans le cadre du "scrambe colonial", décidé à Berlin en 1884, les Allemands réussirent à constituer un territoire de 90 000 km² et à imposer une administration rigoureuse qui leur permit d'encadrer une population de diverses origines et de structure politique et socio-politique différente.

Cette population est constituée de peuples anciens, infiltrés de groupes de migrants. Les vieilles souches de peuplement sont les populations des montagnes atacorienne (Akposso, Akébou, Ntribou, Adélé, Tem, Kabye, Lamba et Sola), les Nyogbo (Agou), les Tégbé (Notse), les Agomé (Kpalimé), les Alu (Tado), les Akpafu (Danyi), les Bassar. A côté de ce peuplement ancien, on note des migrants qui peuvent être répartis en deux groupes : les

¹ Corvette allemande à bord de laquelle circulait Nachtigal.

migrants anciens tels que les Pré-aja : Adangbé, Azanou dans l'aire méridionale, les Dye, les Betanmarité, les Sola, les Nawdemba, les Natchaba, les Konkomba et les Moba dans l'aire septentrionale ; les migrants récents comme les Aja, les Ewe, les Néglekpé, les Hwe, les Xwla et les Xweda, les Ifè, les Guins au Sud, les Gourma, les Mossi au Nord. Vivant d'une économie fondée sur les productions agricoles et artisanales, ces populations sont organisées en chefferie (notamment les Ewe) ou en groupement plus ou moins autonomes à l'exemple des Kabye. Aujourd'hui on compte une quarantaine d'ethnies.

Après leur installation, les Allemands cherchèrent à orienter l'économie de traite à leur profit. Bénéficiant des concessions à des conditions très avantageuses offertes par le gouvernement allemand, l'administration locale fit construire des infrastructures nécessaires à l'exploitation du territoire. Grâce au travail forcé et aux ressources fournies par les patentes et aux emprunts, trois (3) lignes de chemin de fer partant de Lomé vers Aného, Kpalimé, Atakpamé, plusieurs routes ou pistes, une puissante station radio de Kamina reliant directement le pays à Berlin furent construites. Le Togo était alors déclaré *Musterkolonie*.

En 1914, éclatait la Première Guerre Mondiale. Elle n'épargna pas le Togo. Conscients de leur faiblesse militaire, les Allemands finirent par se rendre le 25 août 1914, après trois (3) semaines de combats acharnés. Les territoires occupés par les Français (2/3) et les Britanniques (1/3) furent confirmés le 10 juillet 1919 et placés sous mandat « B » par la Société des Nations.

Les Britanniques ont purement et simplement intégré la zone d'occupation togolaise à la colonie de Gold Coast. En revanche, la zone d'occupation française est demeurée une entité à part et constitue le territoire du Togo français donc le Togo d'aujourd'hui. Sur cet espace, les Français prirent toutes les dispositions pour effacer les traces de leurs prédécesseurs en interdisant l'usage de la langue allemande, le Mark et en laminant peu à peu l'intelligentsia germanophone malgré le désaveu de ces derniers qui se sont regroupées en une association de défense des intérêts des Togolais et pour le retour des Allemands à savoir « *Bund der deutscher Togolander* ». Le Togo français couvre une superficie de 56 600 km².

Dans l'entre-deux-guerres, après une période de prospérité au cours de la première décennie sous la houlette du Commissaire de la République A. F. Bonnacarrère, le Togo a subi de plein fouet les retombées de la Grande crise économique. Celle-ci déclencha les premières manifestations anti-coloniales, prodromes du nationalisme togolais. Ce fut une fronde contre la fiscalité qui a conduit à une union personnelle entre le Togo français et la colonie du Dahomey et donc à une intégration à l'AOF.

Entre 1939 et 1945, le Togo n'a plus été un champ de guerre mais comme les autres territoires coloniaux de la France, les Togolais ont contribué à l'effort de guerre en hommes de troupe, en produits agricoles et même financièrement. Au lendemain de la guerre, les Nations Unies prirent en compte le Togo, placé désormais sous tutelle. Les partis politiques et les associations furent autorisés. Ils participent activement à l'évolution politique du pays. Ils étaient divisés en deux camps, opposés sur les objectifs. Le Comité de l'Unité Togolaise (CUT), dirigé par Sylvanus Olympio et la JUVENTO regroupant les jeunes élites, étaient partisans d'un Etat réuni et autonome. Ce n'est pas le cas du Parti Togolais du Progrès (PTP), sous la conduite de Nicolas Grunitzky, qui s'est allié un parti régional, l'Union nationale des Chefs et Peuples du Nord (UCPN) dirigé par Antoine Meatchi et Ali Dermane. Ces derniers demandaient l'abolition de la tutelle et une association plus étroite avec la France.

Sous la pression des Togolais, surtout les nationalistes, et de l'ONU, la France fut obligée d'élargir les pouvoirs de l'Assemblée Territoriale et d'accorder au Togo le droit de constituer un Conseil de gouvernement. En 1956, dans la perspective de l'intégration du Togo britannique au nouvel État indépendant le Ghana, la France proclama la République Autonome du Togo avec Nicolas Grunitzky comme Premier Ministre. Mais les élections législatives anticipées du 27 avril 1958, organisées sous contrôle de l'ONU, firent changer la pendule politique au profit des partisans de l'indépendance immédiate. Le 27 avril 1960, le Togo accéda à l'indépendance aux cris de "Ablodé".

Cependant, la politique d'austérité du nouveau régime dirigé par S. Olympio suscita le mécontentement populaire et aboutit le 13 janvier 1963 à l'intervention de l'armée dans la vie politique. Ramené au pouvoir, N. Grunitzky inaugure après le référendum pour l'adoption d'une nouvelle constitution, la Deuxième République togolaise. Cependant, il ne parvint pas à assurer au pays un régime stable et démocratique. En novembre 1966, un soulèvement populaire contre l'immobilisme créé par un système bicéphale, caractérisé par une sourde rivalité entre le président N. Grunitzky et son vice président A. Méatchi, a mis à mal le gouvernement. La foule fut dispersée par les Forces Armées, venues au secours du pouvoir. Le 13 janvier 1967, quatre ans jour pour jour, après le coup d'État sanglant qui a mis fin à la première République, l'armée récidive et prit les rênes du pouvoir sous la conduite de Gnassingbé Eyadema après un éphémère passage du Colonel Kléber Dadjò. Depuis lors le pouvoir n'a plus changé de main jusqu'à ce jour.

L'État d'exception mis en place en 1967 a duré treize ans jusqu'en 1980. Le 30 Août 1969, un appel du chef de l'État, à Kpalimé, a convié les forces vives du pays à s'unir dans un creuset national. Cet appel a conduit à la naissance du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT). Tous les autres partis sont dissous et progressivement le RPT a embrigadé toutes les forces vives sous forme d'aile marchante du parti, déclaré Parti-Etat au Congrès de Kara en 1976. C'est ainsi que tous les mouvements et associations de jeunes furent sabordés et fondus dans la Jeunesse du Rassemblement du Peuple Togolais (JRPT) en 1972, les Femmes dans l'Union Nationale des Femmes du Togo en 1973, les travailleurs dans une centrale unique la CNTT en 1973, les Chefs traditionnels dans l'Union nationale des chefs traditionnels du Togo (UNCTT).

Cette situation politique trouva un motif de mobilisation supplémentaire dans l'accident de l'avion présidentiel à Sarakawa, près de Kara, le 24 janvier 1974. Le chef de l'État, sorti de l'accident indemne, indexa l'impérialisme international et la haute finance qui voulurent attenter à sa vie pour avoir porté à 51% la participation du Togo au capital de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin (CTMB), principale industrie du Togo exploitant les phosphates. Le 2 février 1974, la CTMB est nationalisée et devint l'Office Togolais des Phosphates (OTP). Les substantielles ressources financières induites par les ressources des phosphates, dont les prix sont au même moment multipliés par trois, ont permis au gouvernement de se lancer dans une politique de grands travaux planifiés selon des plans quinquennaux. Le premier couvre la période de 1966-1971 et le quatrième qui va de 1976 à 1981 n'a puis être achevé réellement. L'option des grands travaux et la gestion macro-économique ont conduit à une impasse caractérisée par un déséquilibre économique et financier et un recours à l'ajustement structurel à compter de 1981.

Le début des difficultés économiques a coïncidé avec l'avènement de la troisième République en 1980, mais les tensions politiques et la pression du Parti-Etat n'ont pas manqué

de susciter des remous. Le régime a annoncé à plusieurs reprises des tentatives déjouées de coup d'état, notamment en 1977, 1981, 1985 etc. Le 23 septembre 1986, ce fut d'ailleurs un commando qui aurait pris d'assaut des points stratégiques de la capitale. Les relations avec le voisin de l'ouest, le Ghana, ont toujours été tendues étant donné que les envahisseurs viennent de ce côté et que les deux régimes s'accusent mutuellement d'abriter les opposants de l'un ou l'autre. Depuis lors, la dégradation des droits de l'homme et des conditions socio-économiques ont fait le lit de mécontentements qui s'écloront en octobre 1990 suite au procès pour diffusion de tract de deux jeunes gens. Les tourmentes ont contraint le pouvoir à accepter la tenue d'une Conférence Nationale, à libéraliser la vie socio-politique avec le retour au multipartisme et surtout à l'adoption d'une nouvelle constitution en 1992. Malgré tout, le pays continue de piétiner. L'alternance politique ne semble pas s'imposer. Le RPT, l'ancien parti-état, après plusieurs élections contestées, garde le pouvoir aux mépris de l'opinion internationale et des sanctions économiques imposées par l'Union européenne depuis 1993.